



COMMUNE DE  
LANHOUARNEAU

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## Règlement de la consultation

### Maître d'ouvrage

---

Commune de LANHOUARNEAU  
Adresse : 1 Place de la Mairie - 29430 LANHOUARNEAU  
Téléphone : 02 98 61 48 87  
Mail : [accueil@lanhouarneau.fr](mailto:accueil@lanhouarneau.fr)

### Objet de la consultation

---

Extension du réseau d'assainissement sur la Commune de LANHOUARNEAU – PHASE 3

### Date limite de remise des offres

---

Date : le vendredi 12/09/2025  
Heure : 12:00

---

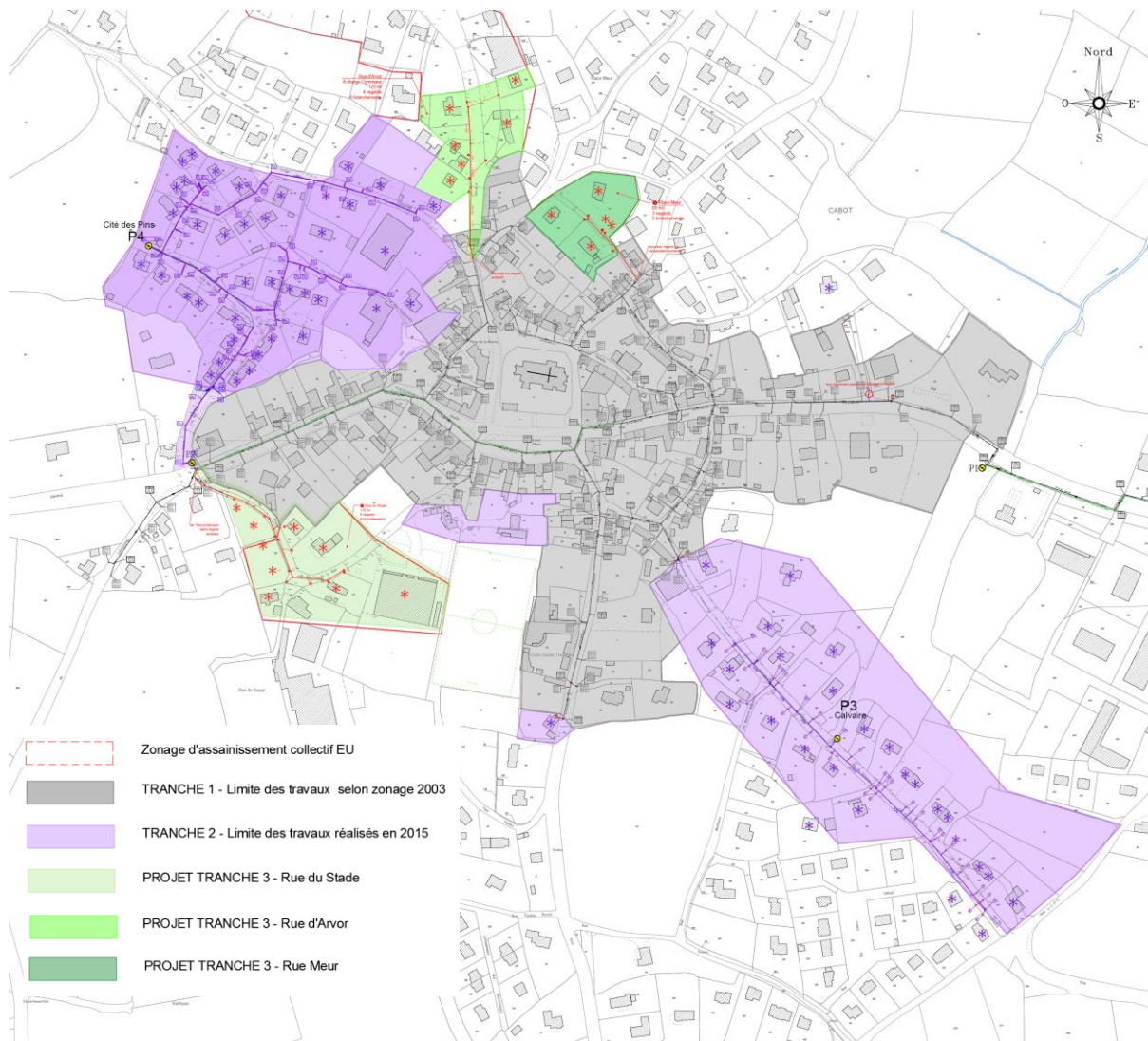
# Sommaire

<b>1.</b>	<b>Objet du marché .....</b>	<b>3</b>
1.1	Décomposition en lots .....	3
1.2	Forme des marchés.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.3	Modalités d’affermissement de la tranche optionnelle .....	4
1.4	Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution .....	4
<b>2.</b>	<b>Organisation de la consultation .....</b>	<b>5</b>
2.1	Procédure de passation .....	5
2.2	Mode de dévolution : marchés séparés .....	5
2.3	Dispositions relatives aux groupements .....	6
2.4	Variantes libres .....	6
2.5	Variantes imposées .....	6
2.6	Modification de détail au dossier de consultation .....	6
2.7	Délai de validité des offres .....	7
<b>3.</b>	<b>Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>7</b>
<b>4.</b>	<b>Retrait du dossier de consultation.....</b>	<b>7</b>
<b>5.</b>	<b>Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>7</b>
5.1	Éléments nécessaires à la sélection des candidatures : .....	8
5.2	Éléments nécessaires au choix de l’offre .....	10
<b>6.</b>	<b>Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché .....</b>	<b>12</b>
6.1	Jugement des candidatures.....	12
6.2	Jugement des offres .....	12
6.3	Attribution du marché.....	14
<b>7.</b>	<b>Conditions d’envoi et de remise des candidatures et des offres .....</b>	<b>15</b>
<b>8.</b>	<b>Renseignements complémentaires.....</b>	<b>16</b>
<b>9.</b>	<b>Procédures de recours.....</b>	<b>17</b>

# 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'extension du réseau d'assainissement des secteurs : Rue du Stade, Rue d'Arvor, Rue et Placemeur, à Lanhouarneau.

Lieu d'exécution des prestations : Territoire Communal.



## 1.1 Décomposition en lots

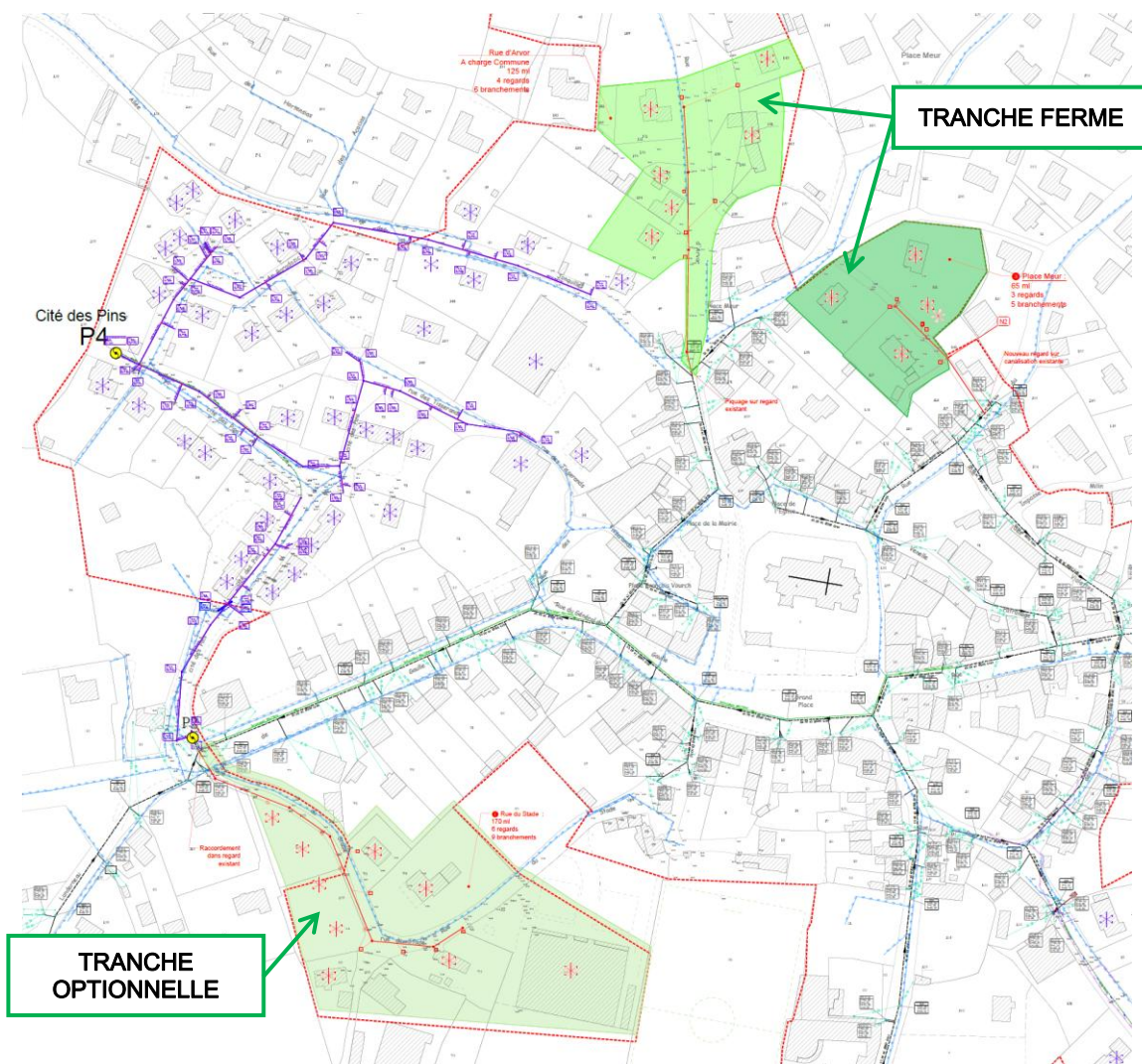
Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot N° 01 : Canalisations et accessoires ;
- Lot N° 02 : Essais et contrôles.

## 1.2 Forme des marchés

En application de l'article R2113-4 du Code de la commande publique, le présent appel d'offres ouvert est un marché à tranches. Le présent marché comprend 1 tranche ferme et 1 tranche optionnelle.

- **TRANCHE FERME** : Rue Arvor et Placemeur
- **TRANCHE OPTIONNELLE** : Rue du Stade



### 1.3 Modalités d'affermissement de la tranche optionnelle

L'affermissement de la tranche optionnelle est subordonné à une décision de la commune de Lanhouarneau, notifiée au titulaire.

L'affermissement de la tranche optionnelle est prononcé dans un délai maximum de 12 mois après la notification du marché et sous réserve des disponibilités budgétaires de la commune.

Cet affermissement devra être effectué au minimum 10 jours avant le début d'exécution des prestations. En cas d'absence d'affermissement, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

### 1.4 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

#### 1.4.1 Durée du contrat

##### **Concernant le lot 1 :**

Le marché est conclu pour une durée de **1 (UN) mois** à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage adressé par tout moyen au titulaire pour la tranche ferme et d'une durée de **1 (UN) mois** à compter de la notification de la décision d'affermissement pour la

---

tranche optionnelle.

Pour la tranche optionnelle, les prestations sont prévues en **2025 ou 2026**.

**Concernant le lot 2 :**

Le marché est conclu pour une durée de **1 (UN) mois** à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage adressé par tout moyen au titulaire pour la tranche ferme et d'une durée de **1 (UN) mois** à compter de la notification de la décision d'affermissement pour la tranche optionnelle.

À titre indicatif, il est prévu que les prestations du lot n° 02 commencent avec un décalage de **2 (DEUX) semaines** avec le lot 1 – Canalisation et accessoires.

Pour la tranche optionnelle, les prestations sont prévues en **2025 ou 2026**.

#### 1.4.2 Durée globale prévisionnelle des prestations

**Concernant le lot 1 :**

Les prestations sont prévues entre **OCTOBRE 2025** et **JANVIER 2026**.

La date prévisionnelle de démarrage des études d'exécution est prévue au **15 octobre 2025**

Pour la tranche optionnelle, les prestations sont prévues en **2025 ou 2026**.

**Concernant le lot 2 :**

Les prestations sont prévues à compter de **NOVEMBRE 2025** et **JANVIER 2025**.

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est prévue avec un décalage de **2 (DEUX) semaines** avec le lot 1 – Canalisation et accessoires

Pour la tranche optionnelle, les prestations sont prévues en **2025 ou 2026**.

## **2. Organisation de la consultation**

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée **ouverte avec possibilité de négociation**, librement définie par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur procèdera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

### 2.2 Mode de dévolution : marchés séparés

La consultation est divisée en 2 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☒ Un lot
- ☐ Un ou plusieurs lots
- ☐ L'ensemble des lots

---

## 2.3 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

## 2.4 Variantes libres

La proposition de variante libre est autorisée.

Dans le cadre de la présente consultation, le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à remettre une offre(s) variante(s) libre(s) en complément de leur offre de base.

La proposition de variante libre est autorisée pour le(s) lot(s) suivant(s) et dans les limites suivantes :

- Pour le lot n° 01 : Variantes libres **AUTORISEES** relatives à la nature de canalisation
- Pour le lot n° 02 : Variantes libres **NON AUTORISEES**.

Modalités de présentation des variantes libres : fourniture d'une offre complète (Acte d'Engagement, Bordereau des Prix Unitaire, Détail Estimatif et Mémoire Technique).

Modalités de présentation des variantes libres :

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

La proposition de variante(s) libre(s) sera présentée dans un acte d'engagement distinct de celui de l'acte d'engagement de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante(s) libre(s).

Les candidats présenteront un dossier général variantes libres comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante libre limitée qu'ils proposent.

Ils indiqueront, outre les répercussions de chaque variante libre sur le montant de leur offre de base les rectifications à apporter, éventuellement, au cahier des charges.

## 2.5 Variantes imposées

Sans objet

## 2.6 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les



---

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

## 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation.
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier de clauses techniques particulières.

• Pour les lots à prix unitaires (lots 1 et 2) :

- Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le Détail Estimatif.

## 4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.megalisbretagne.org>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format \*.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

**Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.**

---

## 5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

### 5.1.1 Situation juridique

- Redressement judiciaire : - Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Engagement : - Le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement ;
- Engagement juridique des opérateurs invoqués à l'appui de la candidature : - pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ;
- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Attestation de régularité du candidat établi ou domicilié à l'étranger vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, il doit produire une déclaration sur l'honneur attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents
- Formulaire ATTR1 ou équivalent : Acte d'engagement
- Formulaire DC4 ou équivalent : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant
- Attestation de régularité concernant l'emploi des travailleurs handicapés : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés

### 5.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Références de travaux similaires : Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Liste des moyens techniques : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Certificats de qualifications professionnelles : La preuve de la capacité du candidat peut



---

être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

- Certificats de contrôle qualité : Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <http://www.megalisbretagne.org>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

---

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra de :

- Bénéficiaire d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficiaire d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaire global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

## 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) **par lot** (ci-joint à compléter, à dater et à signer)
- Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.
- Le bordereau des prix unitaires,
- Le détail estimatif,
- Projets avec variantes libres : à présenter dans le respect des modalités prévues à l'article *Variantes libres* ci-dessus.
- Une note méthodologique ou un mémoire technique qui contiendra :
- Une note méthodologique ou un mémoire technique qui contiendra :
  - Un programme d'exécution des ouvrages indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier ;
  - La liste éventuelle des sous-traitants que le candidat envisage de proposer à l'acceptation du Maître d'Ouvrage après la conclusion du marché ;
  - Des indications concernant la provenance des fournitures avec exigence d'un engagement ferme du fournisseur proposé ;
  - Des indications concernant les procédés d'exécution envisagés, les spécificités propres au chantier et les moyens qui seront utilisés (personnel, encadrement, matériel) ;
  - Des indications concernant les principales dispositions pour réduire l'impact environnemental relatif à l'exécution des travaux ;
  - Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
  - Les principales dispositions du plan d'assurance qualité (procédures, organigramme du chantier, gestion des problèmes) ;
- Une note sur les difficultés spécifiques liées au chantier et sur les moyens et matériaux mis en place ;
- Une note décrivant le principe de réalisation des travaux (méthodologie, dispositions constructives...) ;
- Une note descriptive des modalités d'essai à prévoir ;
- Toutes justification technique pour expliciter l'offre, tels que des plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre.

---

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

---

## 6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

### 6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

### 6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

#### **LOT 1 : Canalisations et accessoires**

<b>Valeur technique</b> : sur 40 points La valeur technique sera jugée au regard des éléments portés dans le mémoire technique, selon la décomposition en critères indiquée dans le tableau ci-après. $40 * (\text{note maximale} / 100)$ .	/40
<b>Prix</b> : sur 35 points Le prix sera noté par rapport au moins disant en attribuant à ce dernier la note maximale, c'est-à-dire 40/40, et les autres seront notés en appliquant la formule suivante : $35 * (\text{offre moins disante} / \text{offre})$ .	/35
<b>Délai</b> : sur 25 points Le délai d'intervention sera jugé comme suit : Note = (délai le plus court/délai de l'offre examinée) x note max	/25

**Total notation :**

**100 points**

#### **LOT 2 : Essais et contrôles**

<b>Valeur technique</b> : sur 60 points La valeur technique sera jugée au regard des éléments portés dans le mémoire technique, selon la décomposition en critères indiquée dans le tableau ci-après. $60 * (\text{note maximale} / 100)$ .	/60
<b>Prix</b> : sur 40 points Le prix sera noté par rapport au moins disant en attribuant à ce dernier la note maximale, c'est-à-dire 40/40, et les autres seront notés en appliquant la formule suivante : $40 * (\text{offre moins disante} / \text{offre})$ .	/40

**Total notation :**

**100 points**

La « valeur technique » de l'offre sera jugée au regard des éléments portés dans le mémoire technique, selon la décomposition en critères indiquée dans le tableau suivant.

CRITERES	MEMOIRE TECHNIQUE		NOTATION	
	Fond	Forme	Note maximale	Modalité de notation
Qualité globale de l'offre, respect des spécifications du Règlement de Consultation	Présence des 6 chapitres et clarté des présentations.	Rapport de 30 pages au maximum (ou 15 feuilles recto/verso) comprenant textes et illustrations et annexes.	10	Conforme <= 30 pages 2 points en moins par non-respect des spécifications du Règlement de Consultation Note minimale : 0
Méthodologie de préparation du chantier (Dossier d'exécution et organisation de l'intervention) d'exécution des travaux, organisation de l'intervention en fonction des contraintes du site.	Compréhension des enjeux de l'opération de travaux et des spécificités de leur exécution.	Note de synthèse de 20 pages maximum.	30	<p>Le barème de notation sera le suivant, en pourcentage de la note maxi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0 % : absence d'information sur le critère,</li> <li>- 20 % : information présente mais insuffisante par rapport aux exigences du marché,</li> <li>- 40 % : information présente mais ne répondant que partiellement aux exigences du marché,</li> <li>- 60 % : information présente et répondant de manière minimale aux exigences du marché,</li> <li>- 80 % : information présente et répondant de manière minimale aux exigences du marché, avec quelques avantages par rapport aux candidats concurrents,</li> <li>- 100 % : information présente et répondant de manière minimale aux exigences du marché, avec des avantages très significatifs par rapport aux candidats concurrents.</li> </ul>
Moyens en personnel et en matériel prévus pour le chantier, organisation de la qualité et des contrôles	Organisation et composition de(s) l'équipe(s), liste du personnel (non nominative) et du matériel mis à disposition du chantier, Plan d'Assurance Qualité.	Note de présentation et synthèse du Plan d'Assurance Qualité envisagé (4 pages au maximum).	10	
Planification des travaux et respect des délais	Planning avec enchaînement des tâches et taille/composition de(s) l'équipe(s) d'intervention, Sous-traitants envisagés.	Planning Excel ou M S Project (1 page maximum).	15	
Qualité des fournitures et matériaux	Liste complète des fournitures envisagées avec provenances ou coordonnées des fournisseurs.	Tableau à joindre (1 page maximum).	15	
Moyens mis en œuvre pour assurer l'hygiène et la sécurité	Plan de prévention, Formation des cadres et procédure de sensibilisation des équipes, Description des mesures déployées pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier	Note de synthèse de 2 pages maximum.	10	
Mesures en faveur de l'environnement et de la tranquillité du voisinage	Recyclage des matériaux, Plan de gestion des déchets, Moyens d'intervention d'urgence en cas de pollution accidentelle, Maintien de la tranquillité du voisinage, Politique de développement durable	Note de synthèse de 2 pages maximum.	10	
Note maximale			100	

---

Le pouvoir adjudicateur écartera les offres inappropriées, et après classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue du classement.

Pour ce faire, celui-ci écartera les offres inappropriées.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin de le pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

#### ***Rectification des offres :***

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin de le pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

### **6.3      Attribution du marché**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 15 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

---

## 7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <http://www.megalisbretagne.org>.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

### Se préparer à l'avance :

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

### Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

### Signature électronique des fichiers de la réponse :

Les documents du soumissionnaire doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :



- 
- au certificat de signature du signataire,
  - à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires. (cf. annexe)

#### Rappels généraux : Dossier ZIP et signature scannée :

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres,
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip,
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

#### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

#### **Commune de LANHOUARNEAU**

**1 Place de la Mairie, 29430 LANHOUARNEAU**

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## **8. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <http://www.megalisbretagne.org>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

---

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

## **9. Procédures de recours**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

---

# ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

## Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

### **- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification «reconnue» - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

---

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

**- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

---

# DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e).....

Agissant en qualité de .....

Nom et adresse de l'entreprise : .....

.....

**déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.**

*N.B. : Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.*

## **Documents de preuve disponibles en ligne :**

Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet : .....

- Renseignements nécessaires pour y accéder : .....

.....

.....

Fait à .....

Le .....

Signature.....

.....